

Enquête complémentaire de Conjoncture - Spécial crise

Troisième trimestre 2015

Présentation de l'enquête

Depuis l'éclatement de la crise financière en 2007, la FFB Grand Paris a mis en place cette enquête complémentaire de conjoncture "Spécial Crise" dont l'objectif est de mesurer les difficultés économiques et financières rencontrées par les entreprises du Bâtiment en région Ile-de-France.

L'application de la LME dans le Bâtiment oblige les entreprises à financer l'écart entre les délais de paiement fournisseurs et clients. L'observatoire des délais de paiement de la FFB Grand Paris permet de le quantifier depuis le quatrième trimestre 2013.

Pour la suite du développement, on appelle :

- **Petites entreprises** : 1 à 49 salariés dans le Gros-Œuvre, 1 à 19 salariés dans les autres corps d'état.
- **Autres entreprises** : 50 salariés et plus dans le Gros-Œuvre, 20 salariés et plus dans les autres corps d'état.

Nous exprimons nos remerciements aux chefs d'entreprise qui ont répondu à cette enquête.

1- Les difficultés de trésorerie

(en %)	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T13	50	39	46
4T13	49	53	51
1T14	49	46	48
2T14	48	61	53
3T14	59	55	57
4T14	43	68	53
1T15	54	44	50
2T15	40	45	42
3T15	45	48	46

46% des entreprises rencontrent des difficultés de trésorerie.

La part des entreprises qui déclarent avoir rencontré des difficultés de trésorerie progresse de 4 points par rapport au trimestre précédent. Sur un an, cette part baisse de 9 points. Si la part des entreprises qui déclarent avoir rencontré des difficultés de trésorerie tend à reculer, elle reste supérieure à la moyenne observée entre 2009 et 2011 (43%).

Par taille d'entreprise, la hausse de la part des entreprises qui déclarent avoir rencontré des difficultés de trésorerie s'observe tant parmi les "petites entreprises" que parmi les "autres entreprises". Ainsi, 45% des "petites entreprises" et 48% des "autres entreprises" déclarent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au troisième trimestre 2015, soit une hausse de, respectivement, +5 points et +3 points par rapport au deuxième trimestre 2015.

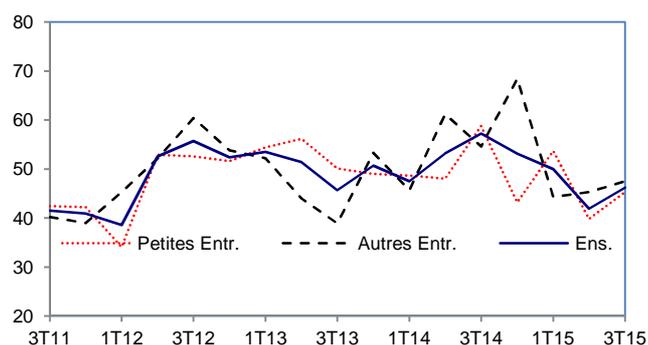
Les tableaux en page suivante présentent l'évolution des quatre principaux facteurs à l'origine des difficultés de trésorerie des entreprises et les résultats de l'observatoire des délais de paiement.

Le défaut de paiement des clients redevient la principale cause des difficultés de trésorerie rencontrées par les entreprises (71% des réponses, +2 points).

Le deuxième facteur explicatif est le **ralentissement de l'activité**. Il est cité par 69% des chefs d'entreprise qui rencontrent des difficultés de trésorerie. Le ralentissement de l'activité est le principal facteur explicatif des difficultés de trésorerie des "autres entreprises" (74% des réponses).

Les prix baissent de manière continue depuis plus de 3 ans. Selon les résultats de l'enquête de conjoncture du troisième trimestre 2015 menée par la FFB Grand Paris, la majorité des chefs d'entreprise anticipe une nouvelle baisse des prix au quatrième trimestre 2015. **Les prix anormalement bas** liés à la concurrence déloyale constituent la troisième cause des difficultés de trésorerie (66% des réponses, +1 point). Sur un an, cette part progresse de 10 points.

Parmi les chefs d'entreprises qui rencontrent des difficultés de trésorerie, 41% (+11 points) estiment qu'elles sont liées au **déséquilibre des délais de paiement engendré par la loi LME**. L'observatoire des délais de paiement mis en place par la FFB Grand Paris permet d'estimer le délai de paiement fournisseurs moyen à 43 jours alors que le délai de paiement clients moyen atteint 61 jours (58 pour les "petites entreprises" et 66 pour les "autres entreprises"). Au final, le déséquilibre s'établit à 18 jours, en hausse de 2 jours.



Graphique 1 : Part des entreprises rencontrant des difficultés de trésorerie (en %)

→ Les quatre principales causes des difficultés de trésorerie

(en %)	Défaut de paiement d'un ou plusieurs clients			Ralentissement de l'activité			Prix anormalement bas			Loi LME - délais de paiement		
	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T13	74	82	77	67	45	59	61	57	59	26	46	34
4T13	70	72	71	61	59	60	63	77	68	32	46	38
1T14	72	64	69	72	58	67	66	49	59	27	41	32
2T14	78	72	76	70	56	65	55	58	56	34	49	40
3T14	70	78	73	65	66	65	60	51	56	24	42	31
4T14	67	76	71	70	59	66	68	42	58	35	41	37
1T15	69	87	76	77	61	71	67	64	66	27	56	38
2T15	74	62	69	74	82	77	66	63	65	17	49	30
3T15	71	71	71	66	74	69	68	64	66	34	52	41

→ L'observatoire des délais de paiement de la Fédération Française du Bâtiment Grand Paris

(en jours)	Délais de paiement client moyen			Délais de paiement fournisseur moyen			Déséquilibre moyen des délais de paiement		
	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
1T14	59	66	62	42	46	43	17	20	19
2T14	60	70	64	42	47	44	18	23	20
3T14	59	69	63	38	49	42	21	20	21
4T14	59	69	63	41	41	41	18	28	22
1T15	58	66	61	40	46	42	18	20	19
2T15	57	65	60	44	44	44	13	21	16
3T15	58	66	61	41	47	43	17	19	18

2- Besoin et accès des entreprises au financement bancaire

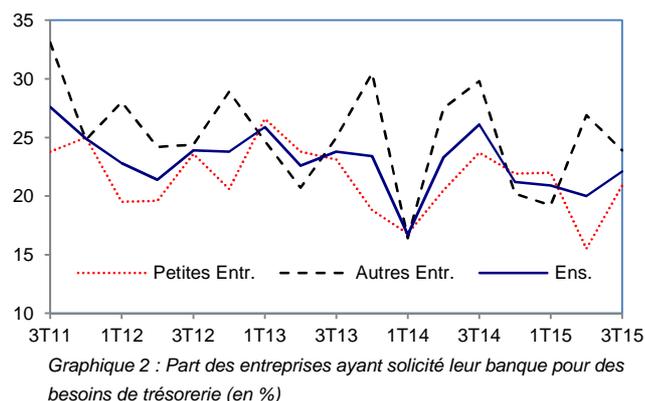
Part des entreprises ayant sollicité un financement bancaire par type de financement

(en %)	Ensemble*			Crédits de trésorerie			Investissement			Rachat de créances		
	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T13	37	36	36	23	25	24	18	18	18	6	7	7
4T13	32	52	40	19	31	23	17	31	22	6	11	8
1T14	30	46	36	17	16	17	16	32	23	5	18	10
2T14	32	47	38	21	28	23	15	28	20	7	12	9
3T14	33	52	41	24	30	26	16	26	20	5	17	10
4T14	33	47	38	22	20	21	18	34	24	6	7	6
1T15	36	40	38	22	19	21	20	28	23	7	7	7
2T15	25	35	29	16	27	20	13	22	17	5	6	6
3T15	31	38	34	21	24	22	15	22	18	5	10	7

* Ensemble : part des entreprises ayant sollicité au moins un type de financement parmi les crédits de trésorerie, les prêts à l'investissement et les rachats de créances

Près d'un entrepreneur sur trois (34% des entreprises) ont sollicité leur banque pour obtenir un financement au troisième trimestre 2015, en baisse de -7 points sur un an.

Par type de financement, 22% des entreprises ont sollicité un crédit de trésorerie, niveau en baisse de -4 points sur un an. Par taille d'entreprise, la part des "autres entreprises" ayant sollicité un crédit de trésorerie baisse de -4 points tandis que celle des "petites entreprises" progresse de 5 points. Indicateur du moral des chefs d'entreprise, la part d'entreprise ayant fait une demande de prêt destiné à l'investissement baisse de 2 points sur un an. Elle s'établit à 18%, niveau inférieur de 4 points à la moyenne observée depuis début 2009. Par taille d'entreprise, la part des "petites entreprises" ayant sollicité ce type de prêt et celle des "autres entreprises" sont en baisse, respectivement, de -1 point et de -5 points. Enfin, 7% des entreprises ont sollicité un rachat de créances, niveau nettement inférieur à la moyenne observée depuis début 2009.



Part des entreprises ayant rencontré des difficultés pour obtenir le financement bancaire sollicité

(en %)	Ensemble*			Crédits de trésorerie			Investissement			Rachat de créances		
	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T13	31	43	36	37	60	46	24	14	20	66	85	72
4T13	40	30	36	43	40	42	33	22	28	50	51	51
1T14	41	35	39	61	23	46	24	25	24	39	59	47
2T14	38	25	33	44	39	42	21	2	13	47	17	38
3T14	42	32	38	56	40	50	38	14	29	59	42	52
4T14	37	34	36	54	24	44	27	13	21	62	77	67
1T15	35	22	30	45	18	34	22	9	17	58	58	58
2T15	40	40	40	65	52	60	20	37	26	60	21	46
3T15	33	35	34	39	39	39	27	10	20	52	53	52

* Ensemble : part des entreprises ayant rencontré des difficultés pour obtenir au moins un type de financement parmi les crédits de trésorerie, les prêts à l'investissement et les rachats de créances.

Le taux de refus des crédits bancaires baisse nettement au troisième trimestre 2015 dans un contexte marqué par une hausse de la demande en crédit des entreprises.

Parmi les entreprises ayant sollicité leur banque pour obtenir un financement, **34% déclarent avoir rencontré des difficultés pour obtenir le financement demandé**. Après avoir fortement progressé au deuxième trimestre 2015, le taux de refus recule de -6 points. Sur un an, il recule de -4 points tout en restant supérieur de 3 points à la moyenne observée depuis 2009. Si les conditions d'octroi de crédits aux entreprises semblent se détendre progressivement, elles restent très difficiles. Cette situation témoigne de la difficulté de la Banque Centrale Européenne à relancer la distribution de crédits.

Par taille d'entreprise, l'enquête montre que les conditions d'accès au crédit bancaire s'améliorent par rapport au deuxième trimestre 2015 tant pour les "petites entreprises" que pour les "autres entreprises". Sur un an, la situation des "petites entreprises" s'améliore tandis que celle des "autres entreprises" se détériore.

L'analyse des résultats **par type de financement** montre que les rachats de créances et les crédits de trésorerie sont les plus compliqués à obtenir (respectivement 52% et 39% des entreprises déclarent avoir subi un refus concernant un de ces financements). Sur un an, les conditions d'octroi des crédits de trésorerie et des prêts destinés à l'investissement se sont nettement améliorées.

Dans le contexte actuel, toute difficulté à obtenir des financements de court terme fait peser un risque important sur la pérennité d'une entreprise. Il faut donc solliciter les dispositifs d'aide existants, dès la première alerte.

3- Les difficultés rencontrées auprès des assureurs-crédit

La part des entreprises rencontrant des difficultés avec leur assureur-crédit est au plus haut.

7% (-1 point) des entreprises ont recours à l'assurance-crédit.

Parmi ces entreprises, celles qui indiquent avoir rencontré des difficultés auprès de leur assureur crédit s'établit à 36%, en hausse de 21 points par rapport au trimestre précédent.

Par rapport au trimestre précédent, la part des "autres entreprises" qui enregistrent des tensions avec leur assureur-crédit progresse de 52 points pour s'établir à 58%.

Les entreprises ayant recours à l'assurance-crédit et rencontrant des difficultés doivent solliciter les dispositifs d'aides existants, notamment le médiateur du crédit aux entreprises, dès la première alerte.

(en %)	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T14	26	36	30
4T14	14	10	13
1T15	10	41	20
2T15	20	6	15
3T15	26	58	36

4- Le recours au licenciement économique

Part des entreprises envisageant le recours au licenciement économique au cours des trois prochains mois

La part des entreprises envisageant le recours au licenciement économique est au plus bas, en baisse de 5 points sur un an.

La part des entreprises qui envisagent le recours au licenciement économique est stable par rapport au trimestre précédent. Elle s'établit à 6%, niveau inférieur à la moyenne observée depuis 2009 (9%).

Par taille d'entreprise, la situation s'améliore nettement par rapport au trimestre précédent dans les "Autres entreprises".

En effet, la part des "Autres entreprises" qui envisagent le recours au licenciement économique recule de 2 points pour s'établir à 4%, niveau nettement inférieur à la moyenne observée depuis 2009 (6%). Parmi les "petites entreprises", 7% (+1 point) d'entre elles ont déclaré envisager le recours au licenciement économique, niveau toujours nettement inférieur à la moyenne observée depuis 2009 (11%).

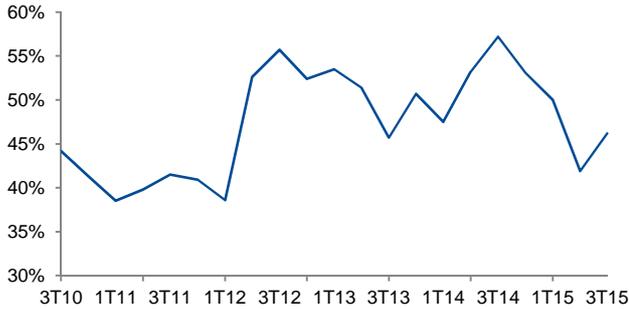
(en %)	Petites entr.	Autres entr.	Ensemble
3T13	5	9	7
4T13	13	4	9
1T14	12	4	9
2T14	8	3	6
3T14	13	8	11
4T14	12	6	10
1T15	11	6	9
2T15	6	6	6
3T15	7	4	6

Conclusion

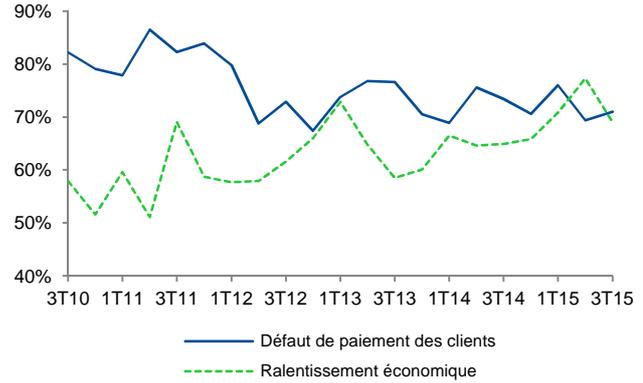
Les résultats de l'enquête spéciale crise montrent que l'environnement financier dans lequel évoluent les entreprises tend à s'améliorer. Néanmoins, les difficultés persistent et le retour à la normal reste trop lointain. A ce titre, il faut noter, en premier lieu, la remontée de la part des entreprises ayant rencontré des difficultés de trésorerie, hausse liée, en partie, à la hausse du différentiel des délais de paiement, principal point noir de l'enquête. Il faut également noter la difficulté que rencontre une grande partie des entreprises pour obtenir leur financement bancaire. Le comportement des banques dans le contexte économique actuel en aggrave les conséquences pour nos entreprises.

Graphiques (Ensemble des entreprises)

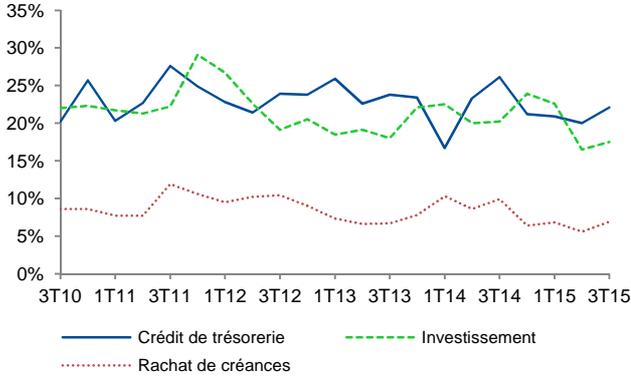
Part des entreprises déclarant rencontrer des difficultés de trésorerie



Les raisons expliquant les difficultés de trésorerie



Part des entreprises ayant sollicité un financement auprès de leur banque



Part des entreprises rencontrant des difficultés pour obtenir un financement bancaire



Part des entreprises envisageant des licenciements économiques au cours des 3 prochains mois

